

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 29 JUIN 2009

RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JUILLET 2009

(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : *ASET0950982M*

IDCC : *87*

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction de Champagne-Ardenne, UNICEM Champagne-Ardenne, agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte du syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées, du syndicat des industries françaises des fibres-ciments, du syndicat des producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

L'union régionale BTP Champagne-Ardenne CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent avenant concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication des produits en béton.

Article 2

Il s'applique dans les départements ci-après : Ardennes, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3

Les salaires horaires minimaux de qualification permettant le calcul de la prime d'ancienneté demeurent fixés au niveau actuel soit :

(En euros.)

COEFFICIENT	CATÉGORIE	CLASSIFICATION	SALAIRE	
			Horaire	Mensuel (base 169 h)
120	I	Ouvrier manœuvre Echelon unique OM	2,91	491,79
130	II	Ouvrier spécialisé Echelon A OS1	2,97	501,93
140		Echelon B OS2	3,03	512,07
150		Echelon C OS3	3,09	522,21
160	III	Ouvrier qualifié Echelon A OQ1	3,16	534,04
170		Echelon B OQ2	3,31	559,39
185		Echelon C OQ3	3,60	608,04
200	IV	Ouvrier hautement qualifié Echelon unique OHQ	3,89	657,41
225		Chef d'équipe	4,38	740,22

La réduction du temps de travail en application de la loi du 19 janvier 2000 ne peut être une cause de réduction du montant de la prime d'ancienneté acquise par le salarié sur la base de 39 heures par semaine.

Article 4

A compter du 1^{er} juillet 2009, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

(En euros.)

COEFFICIENT	CATÉGORIE	CLASSIFICATION	SALAIRE GARANTI (base 35 h/semaine)	
			Horaire	Mensuel
120	I	Ouvrier manœuvre Echelon unique OM	8,91	1 351,38
130 140 150	II	Ouvrier spécialisé Echelon A OS1 Echelon B OS2 Echelon C OS3	8,96 9,06 9,18	1 358,96 1 374,13 1 392,33
160 170 185	III	Ouvrier qualifié Echelon A OQ1 Echelon B OQ2 Echelon C OQ3	9,35 9,54 9,67	1 418,11 1 446,93 1 466,65
200	IV	Ouvrier hautement qualifié Echelon unique OHQ	10,16	1 540,97
225		Chef d'équipe	10,82	1 641,07

Article 5

Le contenu des salaires minimaux figurant aux articles 3 et 4 est déterminé conformément à l'article 1^{er} de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, à savoir qu'ils englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois, en sont exclues :

- a) Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux insalubres ou pénibles ;
- c) Les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 8

Toute organisation salariée représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Marne. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 29 juin 2009.

(Suivent les signatures.)